

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 14
Présents : 08
Pouvoirs : 00

BUREAU DELIBERATIF SÉANCE DU 24 FEVRIER 2020 A 09H00

Délibération BT2020/02/24 - 09 – Attribution d'une subvention au syndicat des copropriétaires du 16-18 Promenade Michel Simon à Noisy-le-Grand dans le cadre du Fonds d'Intervention Local en Copropriété (FILC) de la Ville de Noisy-le-Grand

Rapporteur : Claude CAPILLON, Président

DATE DE CONVOCATION : 18 février 2020

PRÉSIDENCE de Claude CAPILLON, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : Salle du 8^{ème} étage - Hôtel de Ville de Rosny-sous-Bois - 20, rue Claude Pernès - 93110 Rosny-sous-Bois.

PRÉSENTS : Mmes et MM. BAILLY Dominique, CAPILLON Claude, CRANOLY Rolin, GENESTIER Jean-Michel, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MARSIGNY Brigitte, MARTIN Pierre-Yves

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes et MM. COPPI Katia, DEMUYNCK Christian, KLEIN Olivier, MAHEAS Jacques, SCHLEGEL Eric, TORO Ludovic

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. MARTIN Pierre-Yves

LE BUREAU,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2019/05/28-02 en date du 28 mai 2019, portant délégation d'attributions du Conseil de Territoire au Bureau pour décider de l'octroi de subventions aux associations et organismes d'un montant n'excédant pas 23 000 euros dans la limite des crédits ouverts au budget et approuver les conventions afférentes,

VU le règlement général de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),

VU le code de la construction et de l'habitation,

VU la délibération n°224 du Conseil Municipal de la Ville de Noisy-le-Grand en date du 14 décembre 2017 relative à la création du règlement du Fonds d'Intervention Local en Copropriété (FILC),

VU la délibération n°18/143-1 du Conseil Municipal de la Ville de Noisy-le-Grand en date du 4 octobre 2018 portant modification du Fonds d'Intervention Local en Copropriété (FILC),

VU le règlement du FILC sur l'attribution des subventions,

VU l'article L.5219-1-II-2°-c) du CGCT, modifié par la loi n°2015-991 du 7 août 2015, la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017, la loi n°2018-957 en date du 7 novembre 2018, et portant transfert de la compétence « amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre » à la Métropole du Grand Paris,

CONSIDERANT que la Ville de Noisy-le-Grand souhaite, dans le cadre de sa politique en matière d'habitat, soutenir les copropriétés fragiles mais aussi intervenir de manière préventive à l'égard de ces copropriétés,

CONSIDERANT que la Ville de Noisy-le-Grand a créé dans ce cadre, en décembre 2017, un Fonds d'Intervention Local en Copropriété (FILC) dans le but d'apporter un soutien financier, en complément de l'accompagnement qui peut être fait dans le cadre du dispositif inhérent au Programme Opérationnel d'Accompagnement des Copropriétés (POPAC),

CONSIDERANT que le Fonds d'Intervention Local en Copropriété (FILC) de Noisy-le-Grand a été transféré à l'Etablissement public territorial, dans le cadre de la compétence « amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre » et à compter de 2019,

CONSIDERANT que la commission instituée au titre du Fonds d'Intervention Local en Copropriété (FILC) s'est réunie le 30 janvier 2020 et a entériné la répartition des subventions attribuées aux copropriétés dans ce cadre,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE d'attribuer à la copropriété du 16-18 Promenade Michel Simon à Noisy-le-Grand une subvention de 3 402€ pour le financement d'un audit énergétique, dont le coût total est de 6 804,00€.

PRECISE que la dépense correspondante est inscrite au budget de l'exercice en cours.

AUTORISE le Président à accomplir toutes les formalités y afférentes.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 24/02/2020.

Affiché - Notifié le

04 MAR. 2020

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Claude CAPILLON